

# introduction

## Un État comme les autres

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle circulait un peu partout en Europe un syntagme inédit : « la question juive ».

Cette désignation d'apparence neutre ne consistait pas à s'interroger placidement sur le judaïsme comme fait spirituel et religieux. Elle visait par euphémisme à mettre en cause l'émancipation octroyée aux juifs d'Europe occidentale et centrale. Non que cette politique généreuse et audacieuse ait échoué, elle avait, au contraire, trop bien tenu ses promesses : leur intégration sociale et économique, qui était le but de l'émancipation, était désormais jugée menaçante pour l'équilibre des sociétés concernées. Une presse antisémite exigeait de stopper net le « péril juif » par leur relégation civile tandis qu'en Russie où l'émancipation n'était pas encore décrétée, il fallait barrer la voie à sa promulgation par des pogroms et des lois d'exclusion.

Cette mise en cause de l'émancipation, qui fut le cœur de l'antisémitisme politique, suscita au sein des judaïcités en Europe des réactions et solutions diverses : pour les juifs orthodoxes de stricte observance, cette nouvelle fièvre n'était que la répétition d'une hostilité cyclique des non-juifs envers le « peuple élu » et à laquelle celui-ci devait répondre par la confiance et la prière au Dieu de Moïse fidèle à sa promesse de rédemption même si elle tardait à s'accomplir ; les « israélites » libéraux plaçaient leurs espoirs dans le triomphe des idéaux humanistes sur cet ultime sursaut de la haine anti juive et se fiaient aux institutions protectrices des lois et des droits, à l'opinion publique, de même qu'à leur vigilance et leur mobilisation publique (Epstein, 1984) ; en Russie tsariste,

où vivaient près de 80 % de la population juive mondiale, nombreux firent le pari de l'émigration vers des sociétés ouvertes, principalement les États-Unis, mais aussi la Grande-Bretagne et la France ; d'autres, en masse également, épousaient le parti de la révolution et préconisaient l'avènement d'une « société sans classes » pour résoudre définitivement le « problème juif » ; ils furent quelques milliers seulement à promouvoir un projet d'une autre nature, mais tout aussi révolutionnaire, conjuguant tradition et création, ressoudant le passé ancien et l'avenir nouveau : partir à Sion. Ce regroupement territorial vécu comme un départ, pensé comme un retour, impliquait de se constituer en nation. Leur objectif – disposer d'une terre et y vivre libres – allait bientôt se cristalliser en revendication étatique, celle d'« un État comme les autres ».

L'histoire juive au XX<sup>e</sup> siècle a actualisé et réalisé toutes ces tendances : avec la Shoah, l'antisémitisme d'exclusion a culminé en antisémitisme d'extermination ; les juifs religieux ont continué à manifester une foi inébranlable en la promesse divine de rédemption malgré les vicissitudes ; des juifs en grand nombre ont participé au mouvement révolutionnaire et adhéré à l'Internationale socialiste, communiste, trotskyste ou anarchiste ; les juifs de Russie partis en Amérique furent à l'origine de la grande et prospère communauté juive des États-Unis ; enfin, l'effort de ces milliers de pionniers établis en Palestine a donné lieu à l'État d'Israël.

Alors qu'elle fut initialement la plus minoritaire parmi toutes ces options, l'entreprise sioniste a été couronnée de succès : un demi-siècle a suffi pour y parvenir si l'on prend comme point de départ l'aspiration à créer un « foyer national » décrétée à l'issue du premier congrès sioniste réuni à Bâle le 29 août 1897 ; puis, comme étape décisive, la Déclaration Balfour adoptée par le gouvernement britannique le 2 novembre 1917, appuyant avec bienveillance l'établissement dudit foyer national en Palestine ; enfin, comme point d'arrivée, la résolution 181 du 29 novembre

1947 de l'ONU préconisant la partition de la Palestine en deux États suivie, le 14 mai 1948, de la proclamation de l'État d'Israël par David Ben-Gourion, alors chef du gouvernement provisoire.

Une poignée de leaders dévoués furent à même de s'organiser, de prendre des décisions et de rassembler des militants non moins dévoués pour les mettre à exécution ; ils trouvèrent des alliés capables d'apporter le soutien politique, financier et moral nécessaire, et se mirent au diapason de la conjoncture internationale pour saisir les opportunités et faire avancer la revendication jusqu'à son terme en dépit des oppositions internes et externes rencontrées en chemin. Ce qui apparaît *a posteriori* comme une histoire volant d'acquis en acquis, de victoire en victoire ne présentait guère cette linéarité qui se dégage après-coup. Il fallut compter sur l'idéalisme des pionniers et le réalisme des leaders, conjuguer le pouvoir symbolique des mythes avec la puissance concrète de la force physique. Il fallut rêver et œuvrer, réfléchir et agir, vaincre et convaincre, mais aussi bâtir et détruire, rassembler et expulser, vivre et mourir, avec toujours en vue un État pour les Juifs.

L'épopée, on le sait, ne s'est pas réalisée sans conflit ni violence. C'est qu'entre-temps, la Sion antique était devenue *Falastin* pour la collectivité arabophone qui l'habitait au début du xx<sup>e</sup> siècle. Dans le contexte d'une recomposition politique du Moyen-Orient précipitée par la chute de l'Empire ottoman et la formation d'un nationalisme arabe encore hésitant sur la forme de son projet étatique, il était prévisible que les autochtones ne céderaient pas leur place à ces nouveaux venus, à ces travailleurs immigrés, à ces étrangers, n'ayant cure de leur aspiration ou de leur prétention à restaurer la nation juive sur son ancienne patrie après deux mille ans de dispersion. Depuis la création de l'État, il y a maintenant soixante-dix ans, l'histoire d'Israël s'est avérée bien plus mouvementée encore qu'on ne l'avait redoutée : cinq guerres de 1948 à 1973 et près de dix opérations militaires d'envergure de 1974 à nos jours. Dans ce même laps de temps,

deux traités de paix ont été signés et maintenus avec l'Égypte et la Jordanie tandis que le troisième – la déclaration de principes d'Oslo – reste toujours suspendu faute d'une négociation aboutissant à un règlement du conflit entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

Cet état de guerre permanent dans un voisinage en proie à une violence endémique en a conduit plus d'un à considérer cet idéal de la normalité comme une illusion dont il faut se défaire (Shavit, 1997).

Si l'objectif formel a été atteint, l'aspiration à être « un État comme les autres » a toujours été l'objet d'un malentendu ou d'une polysémie, car nul mot ne vient s'adosser aux « autres » pour lui donner son sens précis. Foncièrement, ce que l'on entend par là est la légitimité même de la revendication sioniste, fondée sur un principe d'égalité : un État comme les autres, au même titre que celui des autres peuples, en vertu du même droit. En réclamant un État, les sionistes voulaient en finir avec ces anomalies qui avaient conféré à l'histoire juive son cours exceptionnel, mais ô combien tragique : dispersés et minoritaires à travers le monde, les juifs ne méritaient-ils pas de se regrouper en un lieu dont ils seraient l'élément constitutif majoritaire pour y vivre de manière autonome, protégés d'un raz-de-marée anti-sémite potentiel comme d'une acculturation poussée à l'extrême susceptible de dissiper leur personnalité collective originale ?

Outre cette revendication égalitaire d'ordre politique, l'idée d'un État comme les autres pour un peuple comme les autres correspondait aussi à une vision normative de l'identité juive moderne, à savoir la « normalisation » de la condition juive (Yehoshua, 1992) : une transformation radicale de son existence, de ses mœurs, de son rapport aux autres, ce que l'on a appelé un « nouvel homme juif », imaginé comme une antithèse du juif de diaspora, et qui a donné lieu à un *homo hebraïcus* (Klein, 2008). Autrement dit, à la révolution sioniste indispensable succéderait, une fois l'objectif accompli, l'ordinaire de la vie quotidienne, une

existence délivrée de l'angoisse de la persécution. Partisans d'une conception laïque de l'existence juive, certains, tel Amos Oz, estimaient qu'Israël serait délivré également de l'attente de la rédemption (Oz, 1976). Ni rédemption ni persécution : un État comme les autres, accompagnant l'édification lente et patiente d'une société paisible. La normalité donnait sens à une rupture entre l'histoire juive proclamée lacrymale et l'histoire israélienne imaginée comme libre et heureuse. Cette aspiration au bonheur réclamée par des juifs aiguisa l'ironie d'Hermann Cohen, le philosophe néo-kantien de langue allemande réfractaire au sionisme : « Ils veulent être heureux ! ». La normalité supposait également de choisir un idiome commun : ce fut l'hébreu, passé ainsi du statut de langue liturgique et littéraire à une langue parlée destinée à tous les usages, des plus nobles aux plus prosaïques. Là aussi cette normalisation linguistique fit l'agacement d'un autre grand philosophe juif de langue allemande, Franz Rosenzweig, incapable de partager l'extase des sionistes devant un menu de restaurant écrit en langue hébraïque.

L'aspiration à la normalité signifiait la fin d'une exception juive, non seulement en termes de destin historique et culturel, mais aussi en termes de structure sociale : toute société comporte une couche de paysans, Israël aura donc les siens. Elle exige une armée, une police et, à l'autre bout de la chaîne, des voleurs et des prostituées : les uns comme les autres seront présents dans la nouvelle société (mais qui a cru qu'il n'y eut jamais de voleurs et de prostituées d'origine juive en diaspora ?). Mais autant que des aspirations à la normalité, le retour à Sion a nourri des rêves d'utopie et des projets de perfection sociale, dont le *kibboutz*\* fut l'exemple le plus illustre.

En vérité, on aurait tort d'opposer en Israël idéalistes et réalistes. Être réaliste peut être affaire de sagesse aussi bien que synonyme de médiocrité. Inversement, ceux qui sont animés d'un idéal peuvent participer à la réforme du monde, à sa réparation dans une continuité assumée avec la vocation des prophètes

d'Israël et le génie juif tel qu'il s'est incarné à travers les siècles, mais la soif de perfection peut nourrir également des projets de puissance et des attentes de miracle qui peuvent faire froid dans le dos.

Compte tenu de son histoire, du conflit qui l'oppose encore aux Palestiniens, de la diversité de ses habitants, de la présence du fait religieux au sein de la population et dans les institutions, Israël est-il, veut-il, peut-il être « un État comme les autres » ? Cette vérité ordinaire frappée du bon sens suscite les protestations véhémentes de ceux qui se sentent concernés par son existence : ses admirateurs et ses détracteurs. Pour ces derniers, depuis longtemps sinon depuis ses origines, Israël n'est pas un pays comme les autres, mais le pire des États : colonialisme, racisme, militarisme, apartheid et théocratie, tels sont les traits qui le caractérisent. À cette excommunication quasi-religieuse qui vise à placer Israël au ban des nations et préconise le boycott de cette nouvelle caste d'intouchables au nom de la justice à rendre aux Palestiniens répond la ferveur toute aussi absolue des admirateurs d'Israël qui refusent de faire l'inventaire ou alors, procédant à cet examen, ne trouvent rien à redire. À la violence du discours contre Israël, ils opposent la violence de leur bonne conscience et de leur déni.

De par leur caractère systématique, automatique et toujours prévisible, ces deux discours en miroir sont beaucoup plus teintés d'idéologie que des représentations d'Israël plus nuancées qui résistent à la double tentation de l'anathème et de l'absolution. Dans un cas, ils s'interdisent de comprendre les mutations d'Israël, son dynamisme, son énergie et ses ressorts ; dans l'autre, ils ne veulent rien apprendre de ses crispations, de ses contradictions, de ses régressions qu'ils nient en bloc. La polémique l'emporte, mais quand bien même est-elle partie intégrante de la démocratie (Amossy, 2014), elle semble être la continuation de la guerre par d'autres moyens et débouche sur un dialogue de sourds. Confronté à ce type d'échanges, l'auditoire est sommé

de prendre parti pour... des partis-pris. Cette guerre des dieux n'offre aux protagonistes qu'une alternative : combattre pour Israël ou le combattre. Telle est la loi implacable de ce double champ de bataille réel et discursif. Si l'on a pu penser que les polémiques autour d'Israël n'appartiennent qu'à « ce monde où l'on catche » (Barthes, 1955) où coups et blessures sont un simulacre, nous savons tous aujourd'hui que le discours de la haine entraîne des passages à l'acte allant jusqu'au meurtre.

À force de combattre, c'est débattre qui est devenu impossible. C'est la grande ambition de ce livre que de favoriser le retour au débat : exigeant, argumenté, contradictoire, conjuguant les divergences, autorisant les convergences. Pour cela, il faut abandonner la logique du prétoire, la règle du tribunal qui inculpe et disculpe, et la remplacer par la voie de la recherche et sa méthode : elle émet des hypothèses, pose des questions et propose un protocole ; elle observe, examine, vérifie des processus plutôt que d'instruire un procès à charge ou à décharge. Aussi la démarche poursuivie a consisté à partir des idées reçues concernant Israël. Nous n'avions que l'embarras du choix. La plupart de celles que nous avons retenues sont sans concession pour Israël, quelques-unes seulement lui sont favorables. Aucune d'elles n'a été rejetée en bloc, mais à l'absolutisation positive ou négative qui les caractérise, nous avons substitué leur indispensable relativisation entre le « oui... mais » et le « non... mais ».

Les partisans d'Israël ne sont pas d'un seul tenant. Ils se partagent entre ceux qui affirment un devoir d'exigence et ceux qui délivrent pour lui un brevet d'indulgence, un brevet d'innocence. Les premiers réclament d'Israël qu'il se conduise mieux que tout autre pays dans les mêmes circonstances et se montre fidèle à son histoire et son éthique : « pas vous et pas ça » lui disent, perturbés et de bonne foi, ceux qui, juifs ou non-juifs, souffrent de ses égarements. Les seconds mettent en avant sa localisation géographique au Moyen-Orient, ses dimensions territoriales minuscules, son histoire présente, récente et ancienne,

la permanence de la menace et de la contestation pour estimer qu'Israël a raison et les autres ont toujours tort puisque leur vocation initiale et ultime reste la perte d'Israël.

Les adversaires d'Israël ne sont pas, eux non plus, d'un seul tenant. Il est capital de pouvoir distinguer ceux qui critiquent Israël durement et sans indulgence de ceux qui voient en lui un monstre inique et malfaisant par essence.

Quiconque tient que toute la vérité vient d'Israël et que la Palestine est mensonge ; quiconque pense que le Mal est israélien et que le Bien est palestinien, ne trouvera guère dans ce livre de quoi blinder ses convictions. Il ne s'agit pas non plus de décréter une symétrie entre les causes et de croire à une neutralité possible mais de tenter l'impossible : un consensus situé entre les extrêmes.

L'état de guerre permanent a sans aucun doute contribué à dessiner le profil de la nation, il ne résume pas toute l'histoire de ce pays : Israël a aussi une histoire politique, sociale, économique, scientifique, intellectuelle, culturelle et religieuse. C'est donc bien un État comme les autres puisqu'il est doté de l'autorité et des moyens constitutifs de tout État : souveraineté et monopole de la violence. Mais quel usage Israël en fait-il ? Quelle société ? Quelle culture ? Quelle démocratie ? Quelle armée ? Quelle place la religion occupe-t-elle ? Quels rapports l'État entretient-il avec les citoyens israéliens qui ne sont pas juifs ? Quelles sont les relations d'Israël avec les juifs de diaspora qui ne sont pas israéliens, avec les nations du monde, avec les Palestiniens, avec le monde arabe et musulman, avec les États-Unis, avec la France ?

Ni État exceptionnel ni État d'exception, « un État comme les autres » – ce qui ne dispense guère de rendre compte de ce qu'il est et de rendre des comptes sur ce qu'il fait, et dont ce livre est, en quelque sorte, le compte-rendu.